

COMMUNIQUÉ

PLF 2023

LA FUITE EN AVANT !

De manière générale, derrière les montants qui sont globalement en progression, l'empilement des dispositifs et l'absence de stratégie globale de rupture environnementale saute aux yeux. Sans pôle public de l'énergie, sans pôle financier public, sans pôle public de santé... nous sommes condamnés à aller d'urgence en urgence.

FINANCEMENT ET FISCALITÉ :

Notre ministre a affiché son refus d'augmenter les impôts des plus aisés ou du capital : pas de taxe sur les superprofits, pas de mise à contribution des plus fortunés qui voient leur patrimoine augmenter, pas d'impôt sur les héritages (E. Macron a même promis leur diminution).

Le véritable premier poste de dépense, ce sont les aides publiques aux entreprises qui s'élèvent à au moins 150 Milliards d'euros par an, soit l'équivalent de plus de 30% du budget de l'Etat ou deux fois le budget de l'éducation nationale !

La fuite en avant continue avec la suppression annoncée de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), un nouveau cadeau fiscal de 8Mds€.

La mise en faillite de nos services publics et de la protection sociale continue pour gonfler le capital.

UN PROJET SANS VISION COHÉRENTE :

De manière générale, le décalage entre les projections gouvernementales et la réalité telle qu'elle se dessine est saisissant.

On notera :

- ➔ Le risque majeur de récession et de destruction d'emplois industriels, du fait de la hausse des taux d'intérêts d'un côté, et de l'explosion des prix de l'énergie de l'autre.
- ➔ L'inflation qui continue à être très élevée, ce qui rend déjà caduques la plupart des concessions offertes aux salarié-e-s du public et du privé (le « dégel » du point d'indice ne comble absolument pas les pertes de pouvoir d'achat liées à l'inflation).

Les besoins sont criants, et ni les dispositifs, ni les budgets ne sont à la hauteur.

Sur les 10 000 créations de postes, 7 sur 10 sont dans l'intérieur (3109), la justice (2313) ou les armées (1583) ; aux Finances nous perdons encore plus de 500 postes !

En somme, c'est un budget trop faible, trop peu ambitieux, et sans réelle vision qui nous est présenté. Il s'inscrit dans la droite ligne des budgets précédents ; réductions d'impôts pour le capital, pression accrue sur le travail, saupoudrage et empilement de mesures désarticulées. Cette stratégie est vouée à l'échec, et si la situation économique empire, nous risquons d'avoir de nombreux autres budgets rectificatifs à commenter.

La crise que nous traversons est structurelle ; le gouvernement mise sur un nouveau «quoi qu'il en coûte» pour laisser passer la vague et revenir le plus rapidement possible au statu quo. Or du statu quo, le monde du travail ne veut plus entendre parler. Le rapport de force ne peut que s'intensifier dans les mois à venir.